



VIH et SIDA au Rwanda

Documentation sur les réalisations dans le cadre de la réponse au VIH 2003–2007



Réforme et Appui de l'ONU à la Réponse nationale au SIDA au Rwanda

Auteurs: ¹Dr. Agnès Binagwaho, ² Kate Spring, ² Dr Kékoura Kourouma

1: CNLS-Rwanda, 2: ONUSIDA-Rwanda

Contexte

Le Gouvernement du Rwanda a enregistré des progrès remarquables dans le cadre de l'amélioration d'une réponse nationale au VIH/SIDA et pu réaliser une coordination avancée allant au-delà du SIDA incluant ainsi la TB et le paludisme à travers le concept de «Three Ones for Big Three». Cette réponse a été et reste le fruit du financement extérieur et de la coopération technique. Les Nations Unies figurent au nombre des partenaires importants dans cette réponse de par son appui financier et technique. Les modalités actuelles seront sujettes aux changements dans le cadre d'un nouvel accord d'harmonisation de l'assistance et d'un alignement complet sur les plans nationaux de développement axés sur les exigences des partenaires au développement au niveau mondial et à l'évolution de l'appropriation nationale.

Au niveau mondial, les réformes engagées par les Nations Unies sont devenues une priorité pour l'ancien Secrétaire Général de l'ONU M. Kofi Annan qui a convoqué un Panel de haut niveau qui se devait de proposer une réponse aux questions évoquées par les partenaires. Le rapport de ce Panel de haut niveau réalisé en 2006 a montré que les services prestés par les Nations Unies sont fragmentés et insuffisants avec une «prolifération des agences, de mandats et de bureaux» aux coûts excessifs d'administration. Il a été ainsi établi le besoin de réformes avec le lancement des études pilotes uniques sur la faisabilité d'une réforme des Nations Unies.

Au niveau national, le Rwanda a signé la Convention de Rome de février 2003 et la Déclaration de Paris en mars 2005 pour accélérer l'harmonisation et l'efficacité de l'aide au développement. Chaque partie signataire a fait un rapport de base devant faciliter le suivi de la Déclaration de Paris.

En 2006, le Rapport préliminaire de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) sur la mise en oeuvre de la Déclaration de Paris au Rwanda a révélé que: les Nations Unies ont décaissé 15% de l'aide publique au développement (OPD) sur le budget et l'aide

débloquée par le Gouvernement Rwandais était de l'ordre d'environ 21% des programmes d'aide des Nations Unies ; sur un total de 48 unités de mise en oeuvre des projets. Les Nations Unies en comptent 30, et aucun des fonds d'aide décaissés par les Nations Unies n'était axé sur un programme, par rapport à 39% de toute l'aide. 80% de l'assistance technique de l'ONU est coordonnée par rapport à 61% de l'assistance globale. 15% des missions onusiennes extérieures étaient conjointes par rapport à 13% des 213 missions totales des donateurs. Cette étude fait preuve de la nécessité des réformes des Nations Unies en vue de s'aligner sur la réponse nationale tout en confirmant les éléments du rapport du Panel de haut niveau du Secrétaire général.

Suite à cette situation, le Rwanda a adressé la demande et a été choisi comme l'un des 8 pays pilotes pour la mise en oeuvre des réformes des Nations Unies. Pour le prochain cadre onusien d'aide au développement, les Nations Unies devront mettre en oeuvre un programme conjoint axé sur l'harmonisation et l'alignement sur les priorités nationales.

Approche

Le système unique des Nations Unies au Rwanda pourra contribuer à l'amélioration de la mise en oeuvre pour l'accès universel de par l'amélioration de l'efficacité des Nations Unies dans la prestation de services et aider à l'absorption des fonds, aider le Gouvernement à mieux planifier et à mobiliser les partenaires et les ressources de la façon la plus efficace et à intégrer le plan de l'ONU dans le plan national.

En 2005, l'ONU a commencé le processus des préparatifs pour le cycle prochain de l'UNDAF et a réalisé une évaluation commune des pays. Néanmoins, comme cela était en déphasage avec les plans du Gouvernement du Rwanda, ce dernier a envisagé de mener une autoévaluation de tous les secteurs en 2006, l'ONU a suspendu l'évaluation commune des pays et a fait de 2007

une année de transition pour s'aligner sur le cycle de planification du Gouvernement. L'ONU a collaboré avec le Gouvernement pour élaborer un cadre pour la prochaine Stratégie nationale de réduction de la pauvreté et de développement économique (EDPRS) 2008-2012.

Les objectifs de haut niveau convenus pour l'EDPRS ont permis de jeter les bases d'un nouveau cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF). L'ONU a collaboré étroitement avec la Commission Nationale de lutte contre le SIDA pour intégrer le SIDA dans les 12 secteurs en tant que question transversale de l'EDPRS.

A la fin de l'an 2006, l'ONU en collaboration avec le Gouvernement et les partenaires au développement ont échangé sur les modalités d'opérationnaliser le processus de transformation en un « Système unique des NU » et se sont accordés sur les résultats pour le prochain cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2008-2011). On s'est convenu sur les cinq domaines prioritaires suivants: la bonne gouvernance, l'éducation, la santé et le VIH/SIDA ainsi que la protection sociale et l'environnement en se servant des indicateurs définis et adoptés par tous les partenaires dans un processus participatif. On a pu s'accorder sur les trois résultats de la Réponse au VIH/SIDA à savoir : (1) la politique et la coordination, (II) la prévention (III) et la réduction de l'impact du VIH/SIDA.

Au cours du 1^{re} Semestre 2007, un Comité national de pilotage composé de 3 institutions gouvernementales (MINECOFIN comme responsable, MINALOC, MINEDUC et MINAFFET) ; de 4 agences onusiennes dont 2 agences spécialisées : la FAO et l'OMS et de 2 comités exécutifs : UNICEF et PAM, de 3 partenaires au développement (Union Européenne, les Pays-Bas et la Suède a été mis en place, et un « document conceptuel » axé sur les quatre piliers de la réforme des Nations Unies : un seul responsable, un seul programme, un seul cadre budgétaire et un seul bureau) a été signé par les partenaires et un document provisoire a été élaboré.

Résultats /Défis

Une série de résultats basés sur les priorités du Gouvernement, l'alignement des donateurs et les avantages comparatifs des Nations Unies dans les domaines aussi variés que la gouvernance, la santé (y compris le VIH), l'éducation, la protection sociale, l'agriculture/environnement se servant de l'EDPRS comme un cadre fondamental ont été approuvés par tous les partenaires. Un Comité inter agences composé de 4 partenaires de l'ONU, de 2 partenaires bilatéraux et de 4 agences gouvernementales a été mis en place pour piloter le processus.

Une matrice des résultats de l'UNDAF a été complétée, et celui-ci a été finalisé en mai 2006. Ce document est élaboré de façon à ce qu'il s'aligne sur la réponse nationale et servira de base pour l'assistance des Nations Unies au plan national à travers un cadre budgétaire unique. L'élaboration des documents de programme pays est en cours.

Les principaux défis seront évoqués dans les détails de la mise en œuvre et dans les programmes conjoints étant donné que la supervision de plusieurs agences onusiennes est assurée par différents bureaux et ces agences sont dotées à ce jour de mécanismes et de systèmes financiers différents.

Les attentes du Gouvernement devront s'aligner sur les nouveaux accords et les nouvelles modalités d'accord sur les plans d'action sur lesquels une agence onusienne et les ministères concernés se sont accordés à titre bilatéral jusqu'à ce jour. Le passage par exemple du concept de « Three Ones » au concept de « Three Ones for Big Three » aura des implications pour la réponse des Nations Unies au SIDA au Rwanda.

Conclusion

Le démarrage de la réforme des Nations Unies et de l'UNDAF avec une collaboration totale des partenaires s'est avéré promettant. La mise en œuvre effective est prometteuse mais reste jalonné de défis. Elle est prometteuse car l'expérience des Nations Unies à la réponse nationale au SIDA renforçant la Division mondiale de l'Equipe de travail offre des leçons utiles pour un appui plus important à l'UNDAF en faveur de l'initiative de Three Ones for Big Three » dans tous les secteurs de planification et de développement.

En tant que projet pilote, des leçons utiles sont en cours d'évaluation et seront partagées à la fin du cycle de l'UNDAF.

